

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Cahier des Clauses

Administratives Particulières_CCAP

NUMÉRO CONSULTATION / 2025_STCharles_TX_TT

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.
Rectorat de l'académie de Montpellier - Service Régional Académique de la Politique Immobilière (SRAPI). 31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame Sophie BEJEAN, Rectrice de la région académique Occitanie, Rectrice de l'académie de Montpellier, Chancelière des Universités par délégation du préfet de région, par arrêté en date du 12 février 2020. 31 rue de l'Université – 34000 Montpellier – Siret 173 404 302 000 15

Objet du marché

Travaux de reprises des toitures des ailes A4 et A5 du site Saint Charles, Université Paul Valéry Montpellier 3 à Montpellier_ rue du professeur Henri Serre - 34000 Montpellier.

Remise des offres

Date limite de réception : 10 mars 2025 à 12 h 00 (mois M0)

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages de bâtiment

Cahier des Clauses

Administratives Particulières_CCAP

sommaire

ARTICLE.1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 ALLOTISSEMENT.....	5
1.3 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	5
1.4 FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS SANS OBJET	5
1.4.1 Tranche ferme	5
1.4.2 Tranche optionnelle	5
1.5 LANGUE	6
ARTICLE.2 INTERVENANTS	6
2.1 MAÎTRE D'OUVRAGE.....	6
2.2 MAÎTRE D'ŒUVRE (MOE).....	6
2.3 CONTRÔLEUR TECHNIQUE (CT)	7
2.4 CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS).....	7
2.5 TITULAIRE DU MARCHÉ.....	7
2.6 SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE.3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE.4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ GÉNÉRALITÉS	9
4.1 ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS – NOTIFICATIONS	9
4.2 DURÉE ET DÉLAIS	9
4.2.1 Durée du marché.....	9
4.2.2 Reconduction	9
4.2.3 Délais d'exécution	9
4.2.4 Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux	9
4.2.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	9
4.2.6 Prolongation du délai d'exécution.....	10
4.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
4.3.1 Obligation de conseil	10
4.3.2 Obligation d'information.....	10
4.3.3 Obligations administratives en cours d'exécution du marché	10
4.4 CONFIDENTIALITÉ	11
4.4.1 Traitement de données à caractère personnel.....	11
4.4.2 Confidentialité – Secret des affaires.....	11
4.4.3 Conflit d'intérêts.....	12
4.4.4 Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion	12
ARTICLE.5 MESURES D'ORDRE SOCIALE	12
5.1 APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	12
5.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS	13
5.2.1 Intervenants étrangers	13
5.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales	14
ARTICLE.6 RESPONSABILITÉ – ASSURANCES - GARANTIES	14
6.1 RESPONSABILITÉ	14
6.1.1 Assurances de responsabilité civile de droit commun	15

6.1.2	Assurances de responsabilité civile décennale	15
6.1.3	Dispositions communes	15
6.2	ASSURANCE DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	16
6.3	GARANTIES.....	16
6.3.1	Garantie de parfait achèvement	16
6.3.2	Garantie de bon fonctionnement	16
ARTICLE.7 RÉALISATION DES OUVRAGES		17
7.1	DÉVELOPPEMENT DURABLE	17
7.1.1	Clause d'insertion sociale.....	17
7.1.2	Clause environnementale.....	17
7.2	PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS	18
7.2.1	Provenance de matériaux et produits.....	18
7.2.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	18
7.2.3	Caractéristiques / qualité / vérification / essais et épreuves de matériaux et produits.....	18
7.3	ACCÈS AU SITE	18
7.4	CONSTAT D'ÉTAT DES LIEUX.....	19
7.5	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	19
7.5.1	Réalisation de travaux à proximité de réseaux.....	19
7.5.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	19
7.5.3	Ouvrages non repérés.....	19
7.6	PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	20
7.6.1	Période de préparation	20
7.6.2	Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails des ouvrages.....	20
7.6.3	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	21
7.6.4	Installation de chantier	22
7.6.5	Signalisation du chantier	22
7.6.6	Mesures de limitation des nuisances, bruits et vibrations de chantier.....	22
7.6.7	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	23
7.6.8	Lieux de dépôt des déblais en excédent	23
7.6.9	Exécution des travaux	23
7.6.10	Contrôle et réception des travaux.....	25
ARTICLE.8 RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX		26
8.1	MONNAIE	26
8.2	TAUX DE TVA	26
8.3	FORME ET CONTENU DES PRIX	26
8.4	RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	27
8.5	VARIATION DES PRIX.....	27
8.5.1	Établissement du prix à la date limite de réception des offres.....	27
8.5.2	Période de l'actualisation des prix.....	28
8.5.3	Choix de l'index de référence.....	28
8.5.4	Modalités d'actualisation des prix.....	28
8.6	MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	28
8.6.1	Avances	28
8.6.2	Acomptes	28
8.6.3	Retenue de garantie – cautionnement et comptable(s) assignataire(s)	28
8.6.4	Projets de décompte	29
8.7	INTÉRÊTS MORATOIRES.....	29
8.8	MODALITÉS DE FACTURATION.....	29
8.8.1	Mentions obligatoires	29
8.8.1	Transmission des factures	30
8.9	MODALITÉS PARTICULIÈRES DE PAIEMENT.....	31
8.9.1	En cas de groupement	31
8.9.2	En cas de sous-traitance.....	31
8.10	TRAVAUX NON PRÉVUS	32
8.10.1	Travaux modificatifs.....	32

8.10.2	Dépassement ou diminution du montant initial des travaux.....	32
8.10.3	Valorisation des ordres de services.....	32
8.11	PRESTATIONS SIMILAIRES	32
ARTICLE.9 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES / PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		32
9.1	UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES	32
9.2	UTILISATION DES RÉSULTATS	33
9.2.1	Exploitation commerciale des résultats	33
ARTICLE.10 PRIMES - PÉNALITÉS		33
10.1	PRIMES	33
10.2	PÉNALITÉS	33
10.2.1	Spécification des pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	34
10.3	PLAFONNEMENT ET SEUIL D'EXONÉRATION DES PÉNALITÉS.....	34
ARTICLE.11 INTERRUPTION DES TRAVAUX - PERTES AVARIES - RÉSILIATION DU MARCHÉ		34
11.1	SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU TITULAIRE.....	34
11.2	AJOURNEMENT DES TRAVAUX PAR L'ACHETEUR.....	34
11.3	PERTES ET AVARIES	35
11.4	RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	35
ARTICLE.12 DIFFÉRENDS ET LITIGES.....		36
12.1	DIFFÉRENDS	36
12.2	LITIGES ET CONTENTIEUX.....	36
ARTICLE.13 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....		36
ARTICLE.16 PRÉCISIONS DES DOCUMENTS GÉNÉRAUX		37
ANNEXE.1 PÉNALITÉS APPLICABLES AU TITULAIRE.....		38

Cahier des Clauses Administratives Particulières_CCAP

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur (PA) est désigné "Maître d'ouvrage", représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

ARTICLE.1 OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de travaux en vue de la reprise des toitures des ailes A4 et A5 du site Saint Charles, Université Paul Valéry Montpellier 3 à Montpellier. La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP élaboré par la maîtrise d'œuvre. Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Codes CPV de la consultation : valeur principale 45453100-8 - Travaux de remise en état

45261900-3 – Réparation et entretien de toiture

45261211-6 – Travaux de couverture en tuiles

45261410-1 – Travaux d'isolation de toiture

45262330-3 – Travaux de réparation d'ouvrages en béton

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Université Paul Valéry Montpellier 3 à Montpellier_ rue du professeur Henri Serre - 34000 Montpellier.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation.

1.2 ALLOTISSEMENT

L'opération de travaux porte sur 1 lot unique :

LOT	DÉSIGNATION
Unique	Gros Œuvre – Charpente - Couverture

1.3 FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché ordinaire.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1.4 FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS sans objet

1.4.1 Tranche ferme

Le marché comporte une tranche ferme

1.4.2 Tranche optionnelle

Sans objet

1.5 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE.2 INTERVENANTS

2.1 MAÎTRE D'OUVRAGE

La conduite d'opération est assurée par le Rectorat de l'Académie de Montpellier_ Service Régional Académique de la Politique Immobilière (SRAPI) en collaboration avec le service du Patrimoine et de la Maintenance Immobilière de l'Université Montpellier 3.

Pour l'exécution du marché, le SRAPI représentant le pouvoir adjudicateur désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché assume les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de projet de décompte général. (CCAG art. 12.3.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.1)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

2.2 MAÎTRE D'ŒUVRE (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

▪ ALTEABOIS

Parc Scientifique Agropolis Bâtiment B20
2214, Boulevard de la lironde
34980 Montferrier sur Lez
Tél / 04 67 59 57 69
contact@alteabois.com

La mission de base confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

AVP : les études d'avant-projet ;
PRO : les études de projet ;
ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
EXE : le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;
DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;
AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.
La mission de base est complétée par la mission complémentaire suivante :
OPC : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux

2.3 CONTRÔLEUR TECHNIQUE (CT)

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par **SUD EST PREVENTION**
Benoit JULIEN

Sud Est Prévention
1 plan Willy Brandt
34830 Clapiers
Tél / 04 48 18 34 30
montpellier@sudestprevention.com / b.julien@sudestprevention.com

et comportant les missions suivantes :

Mission L : relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
Mission Le : relative à la solidité des existants ;
Mission SEI : relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

2.4 CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (CSPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 3 au sens des articles R.4532-1 et R.4532-52 et R.4532-54 du code du travail, en phases de conception et de réalisation.

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par **SUD EST PREVENTION**
Philippe Pelud

Sud Est Prévention
1 plan Willy Brandt
34830 Clapiers
Tél / 04 48 18 34 30
montpellier@sudestprevention.com / p.pelud@sudestprevention.com

2.5 TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du marché désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires, ...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

2.6 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique et à l'article 8.8.2 du présent CCAP.

ARTICLE.3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissantes, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (qui pourra être daté et signé par les représentants habilités des parties dès la remise de l'offre)
 - └ Annexe.1_Désignation des cotraitants éventuels et répartition des prestations
 - └ Annexe.2_Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes
 - └ Annexe.1_Pénalités
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :
 - └ Pièces techniques élaborées par Altéaboïs, calendrier d'exécution compris ;
 - └ Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) réalisé par Sud Est Prévention ;
 - └ Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) réalisé par Sud Est Prévention ;
- Les pièces graphiques : dossier plans élaboré par Altéaboïs ;
- Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

ARTICLE.4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ GÉNÉRALITÉS

4.1 ÉCHANGES DÉMATÉRIALISÉS – NOTIFICATIONS

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le titulaire.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai ou non par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux. Ils sont notamment nécessaires :

- lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation ;
- si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations;
- dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion en application de l'article 3.8.2 du CCAG travaux.

4.2 DURÉE ET DÉLAIS

4.2.1 Durée du marché

Le marché est d'une durée de 2,5 mois.

4.2.2 Reconduction

Le marché public n'est pas reconductible.

4.2.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché fixés dans l'article 3 de l'acte d'engagement sont de 2,5 mois de travaux plus 12 mois de GPA. La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le délai d'exécution du marché court à compter de la notification du marché.

4.2.4 Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint dans les documents de la consultation.

4.2.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

- Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation du titulaire du lot.
- Le délai d'exécution propre à chaque tâche commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

- Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution.
- Le calendrier initial ou éventuellement modifié est notifié par un ordre de service au titulaire.

4.2.6 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du maître d'ouvrage ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au maître d'œuvre copie au maître d'ouvrage les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

Sur la base de ces éléments, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'œuvre / le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

4.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.3.3 Obligations administratives en cours d'exécution du marché

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

4.4 CONFIDENTIALITÉ

4.4.1 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire applique la mise en œuvre d'un traitement décrit à l'article 5.2.3 du CCAG travaux. Il apporte à l'acheteur, avant la mise application du traitement, des garanties suffisantes quant à l'exécution de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

En cas de méconnaissance ou de manquement de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités seront appliquées se référer à l'annexe 1 pénalités du présent CCAP en fin de document.

Conformément à l'article 50.3.1 j) du CCAG travaux, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

4.4.2 Confidentialité – Secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire dont le montant est indiqué dans l'annexe 1 du présent CCAP, il s'expose également la résiliation de son marché en application de l'article 50.3j) du CCAG travaux.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

4.4.3 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.4.4 Prestations intéressant la défense – Obligation de discrétion

Sans objet.

ARTICLE.5 MESURES D'ORDRE SOCIALE

5.1 APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail : liberté syndicale et reconnaissance effective du droit de négociation collective, élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Il devra, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 a) du CCAG Travaux, les pénalités indiquées dans l'annexe 1 du présent CCAP seront appliquées.

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

5.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ÉTRANGERS OU DE TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

5.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 8.8.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

5.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

II Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

II Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

+ Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

+ Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3.1 a) du CCAG Travaux.

II Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE.6 RESPONSABILITÉ – ASSURANCES - GARANTIES

6.1 RESPONSABILITÉ

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

6.1.1 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

6.1.2 Assurances de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa société d'assurances.

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

6.1.3 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra fournir une attestation, dès notification de son marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

En cas de retard dans la fourniture de ses attestations, le titulaire encoure des pénalités indiquées en annexe 1 du présent CCAP.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...)

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

6.2 ASSURANCE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Sans objet, dans la mesure où l'État est son propre assureur.

6.3 GARANTIES

6.3.1 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG travaux.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG travaux.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'ouvrage est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

6.3.2 Garantie de bon fonctionnement

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

ARTICLE.7 RÉALISATION DES OUVRAGES

7.1 DÉVELOPPEMENT DURABLE

7.1.1 Clause d'insertion sociale

Sans objet.

7.1.2 Clause environnementale

Le volet Qualité Environnementale du projet comportera les aspects suivants :

- Choix des procédés, produits et systèmes : en utilisant les produits les plus intéressants en termes de durée de vie, de coût de maintenance ;
- Choix des matériaux à faibles empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés ;
- Recours à des filières courtes ;
- Chantier à faibles nuisances : en assurant une préparation technique afin de limiter la production des déchets et d'effectuer leur élimination avec la mise en place d'un tri sélectif.
 - Gestion des déchets :

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions aux articles 36 et 37 du CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Le non-respect du tri des déchets impliquera des pénalités prévues dans l'annexe 1 du présent CCAP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information nécessaire pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans l'annexe 1 du présent CCAP.

7.2 PROVENANCE – QUALITÉ – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET DES PRODUITS

7.2.1 Provenance de matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter ce délai de 1 mois, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

7.2.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet

7.2.3 Caractéristiques / qualité / vérification / essais et épreuves de matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Si les essais que le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa charge.

7.3 ACCÈS AU SITE

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du site sur lequel vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution (travaux en site occupé) ;
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité). Les dommages causés par le titulaire suite à une méconnaissance des existants, sont à la charge de celui-ci conformément à l'article 35 du CCAG travaux.

7.4 CONSTAT D'ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultantes :

- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

7.5 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de repérage et zonage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot. Le coût est compris dans les prix du marché.

7.5.1 Réalisation de travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7.5.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet

7.5.3 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il est alors procédé contradictoirement à leurs relevés puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant émis par maître d'ouvrage et donnent lieu éventuellement à une prolongation de délai.

7.6 PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.6.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

- Par le maître d'ouvrage :
 - autorisation d'accès au site ;
 - la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
 - les moyens et installations mis à disposition ;
 - l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
 - l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
 - l'approbation du projet des installations de chantier ;
 - la déclaration d'ouverture de chantier.
- Par le maître d'œuvre :
 - l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
 - l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
 - les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
 - le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
 - la validation des fournitures et des matériaux ;
 - le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2.1 du CCAG Travaux ;
 - le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.
- Par le titulaire :
 - la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
 - la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
 - la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
 - l'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2.1 du CCAG Travaux ;
 - l'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG Travaux précisées à l'article 7.6.2 du le présent document ;
 - l'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
 - l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour le titulaire, cotraitant et sous-traitant. Précision du PPSPS à l'article 7.6.3 du présent document ;
 - les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article 7.5 Implantation des ouvrages du présent document.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre. Des pénalités seront imputées au titulaire en cas de retard dans la présentation de ces documents.

7.6.2 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails des ouvrages

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG travaux, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un, sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

- Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad
- Les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf.
- Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG travaux, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

7.6.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

▪ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

▪ Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Ces arrêts et mesures préconisées sont notifiés au titulaire par ordre de service. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également notifiées par ordre de service.

▪ Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations qui lui seront notifiés.

▪ Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

7.6.4 Installation de chantier

Le projet des installations de chantier indique, notamment, les moyens de levage, les protections collectives, les zones de stockage, cheminement et accès de chantier... Compte tenue des travaux à réaliser par un lot unique, le cantonnement ou roulotte pour le personnel est laissé à l'appréciation de l'entreprise titulaire. L'université met à disposition les sanitaires pour l'entreprise qui s'engage à respecter les locaux. Les prestations d'installations de chantier sont décrites à l'article 3.1.1 du CCTP.

7.6.5 Signalisation du chantier

Les stipulations du CCAG travaux sont applicables. La signalisation de chantier est décrite à l'article 3.1.1 du CCTP.

7.6.6 Mesures de limitation des nuisances, bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

bruits ;
odeurs, fumées, gaz ;
poussières, saletés ;
présence de débris divers et gravats ;
dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
etc..

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

7.6.7 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG travaux article 31.7 sont applicables.

7.6.8 Lieux de dépôt des déblais en excédent

Sans objet.

7.6.9 Exécution des travaux

▪ Obligations en cas de groupement conjoint

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il

est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

- Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités définies dans l'annexe 1 du présent CCAP.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

- Échantillons – équipements -matériaux - produits

Conformément à l'article 24.5 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de fournir à ses frais, à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre et dans les délais prévus par celui-ci, tous les échantillons d'appareillage, notices techniques et procès-verbaux d'agrément. En cas de retard de présentation des échantillons le titulaire encoure des pénalités définies à l'annexe 1 du présent CCAP.

Les échantillons sont entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre.

Lorsque les documents du marché prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu, ...) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

A la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

- Registre de chantier

Il n'est prévu pas de registre de chantier par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux.

- Communication chantier

Sans objet : aucune démarche de communication de chantier n'est demandée.

- Nettoyage

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues dans l'annexe 1 du présent CCAP.

Nettoyage des voies publiques

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues dans l'annexe 1 du présent CCAP.

7.6.10 Contrôle et réception des travaux

- Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

- Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux. Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG travaux, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Au moment de la rédaction des pièces marché, aucune réception partielle n'est prévue.

Dans le cas de mise à disposition de certains ouvrages ou partis d'ouvrages, les stipulations de l'article 43 du CCAG travaux d'appliquent.

- Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, au plus tard le jour des opérations préalables à la réception, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des équipements et les conditions de garantie de leur fabricant, les constats d'évacuation des déchets.

Un exemplaire complet sous forme de fichiers informatiques sera également et simultanément transmis au coordonnateur SPS.

Conformément à l'article 40 du CCAG travaux, les autres éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage DIUO seront remis aux mêmes destinataires dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la décision de réception de travaux.

Par précision à l'article 40.1 du CCAG travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés.

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

ARTICLE.8 RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

8.1 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8.2 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.3 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix sont forfaitaires et révisables.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux.

Les prix sont établis hors taxe, ils sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
 - la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
 - les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

En outre, ils sont établis :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserves que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et que ceux-ci soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	(A COMPLETER) m/s	Pointe (A COMPLETER)
Pluie	(A COMPLETER) mm/jour	Pluie répétitive sur une durée de (A COMPLETER) jours consécutifs
Température	Supérieure ou égale à + (A COMPLETER)° C	Pendant (A COMPLETER) jours consécutifs
Neige	> 5 cm	Pendant (A COMPLETER) heures / jours

(1) Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo (A COMPLETER)

- en tenant compte du déroulement d'autres chantiers, dans l'enceinte desquels le titulaire devra intervenir, selon les modalités qui seront arrêtées par le représentant du maître d'œuvre et la concertation avec les titulaires des marchés correspondants ;

- en tenant compte du fait que le bâtiment continuera son activité durant les travaux ;
- en complément de l'article 10.1.1 du CCAG, les prix sont également établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion environnementale, le tri,...

Les prix comprennent les éventuelles analyses complémentaires pouvant être réclamées par les centres de déchets au titulaire.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

8.4 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Il n'est pas prévu de compte prorata dans le cadre de cette opération. Les dépenses liées aux consommations d'eau et d'électricité sont prises en charges par l'exploitant : pas de comptage spécifique à prévoir.

8.5 VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes et conformément à l'article 9.4.2 du CCAG travaux, les prix sont actualisables. L'actualisation se fait sous condition que le délai entre la date de l'établissement de l'offre et le début d'exécution soit supérieur à 3 mois.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-dessous :

8.5.1 Établissement du prix à la date limite de réception des offres

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de la remise de l'offre par le titulaire correspondant mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

8.5.2 Période de l'actualisation des prix

L'actualisation des prix se fait en une seule fois avant le début d'exécution des travaux. En référence à l'article R2112-9 du code de la commande publique, le prix actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

8.5.3 Choix de l'index de référence

L'actualisation des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index *I* de référence publiée par l'INSEE au moment de l'application de la formule.

INDEX	LOT	DÉSIGNATION
BT32	unique	Gros Œuvre – Charpente - Couverture

8.5.4 Modalités d'actualisation des prix

La formule mise en œuvre est la suivante :

$$P = P_o \times [BT(I_{n-3}) / BT_o]$$

Avec :

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

BT(I_{n-3}) = valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

Il est du ressort du titulaire de demander l'actualisation du prix en saisissant le SRAPI ou le MOE.

8.6 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES

8.6.1 Avances

En application de l'article R2191-3, aucune avance ne peut être accordée les conditions ne sont pas remplies.

8.6.2 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

8.6.3 Retenue de garantie – cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché rédaction. Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

8.6.4 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG Travaux.

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG Travaux.

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG Travaux.

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

8.7 INTÉRÊTS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.8 MODALITÉS DE FACTURATION

8.8.1 Mentions obligatoires

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte ». Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- La référence et le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- En cas d'intervention d'un sous-traitant :
 - Le montant HT et TTC de la part sous traitée,
 - ou
 - Le montant HT et de la TVA auto-liquidée

8.8.1 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1- Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

déposer ses factures sur le portail ;

ou

saisir directement ses factures.

2- Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3- Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1/>

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

8.9 MODALITÉS PARTICULIÈRES DE PAIEMENT

8.9.1 En cas de groupement

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

8.9.2 En cas de sous-traitance

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la Taxe est due par le preneur conformément à l'article 283, 2 nonies du code général des impôts, libellée au nom du maître d'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 8.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

8.10 TRAVAUX NON PRÉVUS

8.10.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG Travaux.

8.10.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15.1 du CCAG Travaux. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

8.10.3 Valorisation des ordres de services

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

8.11 PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

ARTICLE.9 CONNAISSANCES ANTÉRIEURES / PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 45.2 du CCAG travaux. Les conditions de leur régime d'utilisation sont précisées dans l'article 46 du CCAG travaux.

9.2 UTILISATION DES RÉSULTATS

Les résultats sont définis à l'article 45.1 du CCAG travaux. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 48 du CCAG travaux.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

9.2.1 Exploitation commerciale des résultats

Dans le cadre de ses droits définis à l'article 48.3 du CCAG travaux, le titulaire peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats qu'il a générés, sous réserve :

- de l'accord du maître d'ouvrage pour les connaissances antérieures mises à sa disposition par ce dernier pour l'exécution du marché ;
- de ne pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage ;
- des éventuelles obligations de confidentialité fixées à l'article 5 du CCAG ;
- de mentionner le nom du maître d'ouvrage dans toute publication.

ARTICLE.10 PRIMES - PÉNALITÉS

10.1 PRIMES

Sans objet

10.2 PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Toutes les pénalités applicables au titulaire sont listées dans l'annexe.1 du présent CCAP en fin de document.

Les pénalités sont applicables de plein droit, elles feront l'objet d'une mise en demeure préalable exceptés les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux article 10.2.1 du présent document.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

Lorsque le marché est attribué à un groupement d'entreprises pour lesquelles le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire et par lui seul. Le maître d'ouvrage ne peut pas modifier la répartition indiquée par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire. Si le mandataire ne communique pas cette répartition au maître d'ouvrage, ce dernier est tenu de lui imputer la totalité des pénalités. Dans cette hypothèse, sauf s'il est dans l'impossibilité de recouvrer effectivement le montant de ces pénalités sur le mandataire, le maître d'ouvrage ne peut pas les imputer à une autre entreprise.

10.2.1 Spécification des pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, les pénalités de retard dans l'exécution des travaux sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Du simple fait de la constatation, par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité définie à l'annexe 1 du présent CCAP.

10.3 PLAFONNEMENT ET SEUIL D'EXONÉRATION DES PÉNALITÉS

Par précision à l'article 19.2 du CCAG travaux, seul le montant total des pénalités de retard est plafonné dans les seuils décrits à l'article 19.2.2 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due quel que soit le montant.

ARTICLE.11 INTERRUPTION DES TRAVAUX - PERTES AVARIES - RÉSILIATION DU MARCHÉ

11.1 SUSPENSION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU TITULAIRE

Conformément à l'article 53.3 du CCAG travaux, si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de d'un événement perturbateur, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur, il est transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Conformément à l'article 53.3 du CCAG travaux, les parties conviennent des modalités de poursuite du marché et des conséquences sur celui-ci. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG travaux.

11.2 AJOURNEMENT DES TRAVAUX PAR L'ACHETEUR

Conformément à l'article 53.1 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 CCAG travaux, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3 et 13.4 du CCAG travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG travaux relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

11.3 PERTES ET AVARIES

Les stipulations des articles 17.1 et 17.2 du CCAG travaux s'appliquent.

En précision de l'article 17.3 du CCAG travaux, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

11.4 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant du pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG travaux complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h) du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Par précision à l'article 50.4 du CCAG travaux, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation est fixé à 3%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 52 CCAG travaux.

ARTICLE.12 DIFFÉRENDS ET LITIGES

12.1 DIFFÉRENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Les stipulations de l'article 55 du CCAG travaux s'appliquent.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.2 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de MONTPELLIER.

ARTICLE.13 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait dérogation au CCAG Travaux au terme des articles suivants :

DÉROGATION		
CCAP 3	Pièces constitutives du marché	4.1 CCAG travaux
CCAP 6.1.3	Attestations d'assurance	8.1.3 CCAG travaux
CCAP 7.6.1	Début d'exécution des travaux	28.2.2 CCAG travaux
CCAP 7.6.2	Nombre d'exemplaires documents d'exécution fournis par le titulaire	29.1.4 CCAG travaux
CCAP 7.6.6	Dégradations causées au domaine public	34.1 CCAG travaux
CCAP 7.6.9	Registre de chantier	28.5 CCAG travaux
CCAP 7.6.10	Procédure de réception des travaux	41.1.2 et 41.1.3 CCAG travaux
CCAP 10.2.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	19.2.4 CCAG travaux
CCAP 10.3	Exonération des pénalités	19.2.1 CCAG travaux
CCAP 11.3	Résiliation du marché	50.3.1 CCAG Travaux

ARTICLE.16 PRÉCISIONS DES DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Il est fait précision au CCAG Travaux au terme des articles suivants :

PRÉCISION		
CCAP 7.6.10	Exemplaires documents d'exécution	40.1 CCAG travaux
CCAP 10.3	Plafonnement des pénalités de retard	19.2 CCAG travaux
CCAP 11.3	Pertes et avaries	17.3 CCAG travaux
CCAP 11.4	Résiliation du marché pourcentage d'indemnisation	50.4 CCAG travaux

MARCHÉ PUBLIC TRAVAUX

ANNEXE.1 PÉNALITÉS APPLICABLES AU TITULAIRE

ACTIONS		MONTANT € HT
ART. CCAP	PRÉPARATION DE CHANTIER	
6.1.3	Fourniture de l'attestation d'assurance « responsabilité civile », « décennale »	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
7.6.1	Retard dans la remise des PPSPS et la mise en application des dispositions correspondantes ou la levée des observations formulées par le coordonnateur Santé-Sécurité.	400 € par jour calendaire
7.6.1 7.6.2	Fourniture de tout document nécessaire à la cellule de synthèse.	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
7.6.9	Tout retard dans la présentation d'échantillons, prototypes et maquettes demandés à l'entrepreneur dans le but de procéder aux essais contractuels ou de choisir les matériaux ou matériels sera sanctionné par jour calendaire de retard.	200 € par jour calendaire
4.4.1	Réglementation liée à la protection des données à caractère personnel	50 € par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD.
CHANTIER		
7.6.9	Absence aux réunions de chantier, de synthèse ou de coordination. (Un retard supérieur à 15 (quinze) minutes est considéré comme une absence)	300 € par absence.
10.2.1	Retard dans l'achèvement des travaux	1/3 000 ^{ème} du montant total du marché par jour calendaire avec un minimum de 200 € H.T.
	Non-respect ou retard dans la mise en œuvre des obligations formulées par le Maître d'œuvre ou l'OPC ou le CSPS ou le CT.	200 € par jour calendaire
5.1	Présence sur le chantier d'une entreprise en situation de sous- traitance occulte, à savoir non déclarée au maitre de l'ouvrage ou non agréée par lui	1000 € HT par jour d'infraction constatée et jusqu'à acceptation par le maitre de l'ouvrage des sous-traitants auxquels il aura été irrégulièrement fait appel, ceci nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG Travaux.
5.2.2	Défaut d'affichage des travailleurs détachés	1000 € HT pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.
4.2.2	Non-respect du secret des affaires	1000 € par document divulgué
ENTRETIEN DE CHANTIER		
7.6.9	Non-respect ou retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier sur les délais et instructions donnés par l'OPC au fur et à mesure de l'avancement des travaux	200 € par jour calendaire
7.6.9	Nettoyement de la voirie, évacuation des gravats, déchets et déblais excédentaires.	200 € par jour calendaire

7.6.9	Absence ou défaut du nettoyage de chantier. Dans ce cas le nettoyage sera effectué par une entreprise spécialisée extérieure au chantier, aux frais des Corps d'État incriminés.	Suivant montant établi par l'entreprise spécialisée.
7.6.4	Taches d'entretien des installations d'intérêt commun.	200 € par jour calendaire
7.6.6	Bruits : bruits de chantier ou autres nuisances au-delà de la limite prescrite par les règlements et normes en vigueur et par jour de travail et préciser dans le CCTP article 2.9.2	200 € par jour de travail concerné
7.6.9	Espaces verts : la détérioration des protections d'arbres donnera lieu, outre la reconstitution de cette protection, à l'application d'une pénalité	200 € par protection concernée
7.6.5	Clôtures provisoires : défaut total ou partiel	200 €/ml de clôture concerné
	Atteinte à la sécurité du chantier ou des personnes dûment constatée par le coordonnateur Santé-Sécurité	750 € par jour calendaire
7.1.2	Non-respect du tri des déchets	200 € par constat
7.1.2	Non transmission de la traçabilité du tri des déchets	50 € par jour calendaire
RÉCEPTION		
7.6.10	Travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception. Cette pénalité sera appliquée à compter de la fin du délai fixé pour lever les réserves.	200 € par jour calendaire
	Fourniture des DOE incomplets.	200 € par document et par jour calendaire de retard de fourniture dudit document
	Levée d'une réserve par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages	200 Euros par jour et par réserve
	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	1 000 € par jour calendaire.